

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Accord-cadre de CT et CSPS

Construction de bâtiments logistiques socle

Version 0 du 3 décembre 2024

SOMMAIRE

1.	OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ	3
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2	LE PROJET	3
1.3	ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE	4
1.4	ORGANISATION DE L'ACCORD-CADRE	4
2.	LOT 1 : CONTRÔLE TECHNIQUE	5
2.1	REFERENTIELS	5
2.2	PÉRIODE D'INTERVENTION DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE	5
2.3	INTERVENANT POUR LA MISSION DE TECHNIQUE DU CONTRÔLE	5
2.4	MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE	5
2.5	MISSIONS CONNEXES AU CONTRÔLE TECHNIQUE	5
2.6	MODALITÉS MINIMALES D'INTERVENTION	5
3.	LOT 2 : COORDINATION SPS	7
3.1	REFERENTIELS	7
3.2	PÉRIODE D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR SPS	7
3.3	INTERVENANT POUR LA MISSION DE COORDINATION SPS	7
3.4	MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS.....	7
3.5	MODALITÉS MINIMALES D'INTERVENTION	7

1. OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation est organisée en vue de l'attribution d'accord-cadres mono-attributaires de prestations intellectuelles :

- Lot 1 : Contrôle technique
- Lot 2 : Coordination SPS

Concernant la construction de bâtiments logistiques socle soutien habillement et soutien de l'homme, sur le territoire national, La consultation est une procédure d'appel d'offres ouvert.

1.2 LE PROJET

Contexte

Dans le cadre de la transformation du service du commissariat des Armées (SCA22), s'appuyant sur le schéma directeur logistique du SCA paru à l'été 2018, ont été détaillés les rôles et missions des acteurs de la chaîne logistique « aval » (GSS / GS / pôles / ATLAS) et précisées les méthodes de travail pour assurer la transformation de la chaîne logistique.

Le Groupement de Soutien SOCLE (GS SOCLE) dispose d'une division socle dont les activités logistiques se déclinent suivant deux axes principaux :

- L'appui fonctionnel logistique à l'ensemble des Groupements de Soutien Nouvelle Génération (GS-NG) ;
- Le stockage zonal.

Certains GSS ne disposent pas d'une capacité de stockage suffisante ou d'infrastructures adaptées pour accomplir les activités logistiques dévolues à la division socle. Pour répondre à cette problématique, La Loi de Programmation Militaire 2019-2025 (LPM) prévoit la construction d'entrepôts de stockage neufs, d'environ 2000 m² de surface utile et d'une hauteur de stockage d'environ 8 m, au profit de 6 GSS (Metz, Lille, Bordeaux, Rennes, Lyon et Toulouse). Ils ont vocation à stocker de l'habillement, des effets sensibles (Gilets par balles, NRBC), des vivres opérationnels et des matériels de vie en campagne.

Ce projet vise à constituer un réseau d'entrepôts afin de consolider la chaîne logistique du SCA. Ils ont vocation à :

- Accueillir des stocks et parcs concourant à la résilience opérationnelle du territoire national et à l'équipement en urgence de petits détachements à projeter sur court préavis ;
- Consolider la qualité de service des GS en disposant de stocks zonaux permettant de répondre à des urgences ;
- Offrir une capacité de stockage permettant de s'adapter à une crise sur le territoire national et à réarticuler la localisation des stocks en fonction des zones d'effort ;
- Permettre l'accueil de stocks nationaux sécurisant la ressource via sa répartition sur plusieurs sites ou permettant d'absorber des plans d'équipement ;
- Répondre au besoin de stockage d'effets classement deux reconditionnés dans le cadre d'une deuxième vie des effets de combat ;
- Apporter des capacités de stockage moderne et exploitables.

Ce projet a fait l'objet d'un programme élaboré par la maîtrise d'ouvrage et mettant en avant la conception d'un module élémentaire structurant le volume architectural standard. Le programme générique est joint au DCE.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux d'un entrepôt compris VRD est estimée à environ 2 900 000 € HT (valeur avril 2024).

La direction de projet pour la maîtrise d'ouvrage jusqu'à la validation de l'APS générique puis la supervision des projets spécifiques sera confiée à Crescendo conseil depuis son agence de Châteauroux.

La direction de projet pour la maîtrise d'ouvrage propre à chaque projet à partir de l'APD sera confiée aux agences locales de Crescendo conseil (partie Ouest de la France) et Ascoréal (partie Est de la France).

La maîtrise d'œuvre (non connue à ce jour) sera unique pour l'ensemble des projets : accord cadre avec marchés subséquents.

Les prestataires intellectuels seront spécifiques à chaque projet : géotechnicien géomètre ...

Les entreprises de travaux seront spécifiques à chaque projet : marchés en lots séparés.

Les principales dates du projet sont les suivantes (sous réserves d'aléas administratifs) :

- Date de démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre : mai 2025
- Durée prévisible de chaque chantier : 13 mois

Classement règlementaire

Les ouvrages concernés par les différentes missions sont soumis aux référentiels suivants :

- Code du travail
- ICPE

Informations complémentaires pour les autres phases de travaux

Elles seront transmises au fur et à mesure des besoins et ce avant chaque émission de bon de commandes.

1.3 ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Pour le présent accord-cadre

Le maître d'ouvrage est l'Etat – Ministère des Armées – Service d'Infrastructure de la Défense.

Le directeur adjoint opérations du service d'infrastructure de la Défense est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

L'entité achat en charge de l'exécution administrative de l'accord-cadre est le centre national de production d'infrastructure de la défense (CNPID).

Pour les bons de commande

Le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) de chaque lieu concerné.

Maître d'ouvrage mandaté

Les acheteurs précités sont identifiés comme les « mandants » de l'opération.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le mandataire de l'opération complète est Crescendo conseil agissant au nom et pour le compte des RPA précités.

Dans la suite du présent document, le maître d'ouvrage mandaté est appelé maître d'ouvrage.

1.4 ORGANISATION DE L'ACCORD-CADRE

La direction de projet pour la maîtrise d'ouvrage jusqu'à la validation de l'APS générique puis la supervision des projets spécifiques sera confiée à Crescendo conseil depuis son agence de Châteauroux.

La direction de projet pour la maîtrise d'ouvrage propre à chaque projet à partir de l'APD sera confiée aux agences locales de Crescendo conseil (partie Ouest de la France) et Ascoréal (partie Est de la France).

La maîtrise d'œuvre sera unique pour l'ensemble des projets : accord cadre avec marchés subséquents.

Les prestataires intellectuels seront spécifiques à chaque projet : géotechnicien géomètre ...

Les entreprises de travaux seront spécifiques à chaque projet : marchés en lots séparés.

2. LOT 1 : CONTROLE TECHNIQUE

2.1 REFERENTIELS

La mission sera réalisée en conformité avec :

- La norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de contrôle technique.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI).

2.2 PERIODE D'INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur intervient depuis la phase de conception jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Les interventions du contrôleur technique s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG).

2.3 INTERVENANT POUR LA MISSION DE TECHNIQUE DU CONTROLE

Dès la signature du marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis. La maîtrise d'ouvrage devra être informée en cas de changement d'intervenant en cours de mission.

2.4 MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission Av relative à la stabilité des ouvrages avoisinants
- Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission S portant sur la sécurité des personnes dans les constructions
- Mission PH relative à l'isolation acoustique
- Mission TH relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Missions ENV relatives à l'environnement

2.5 MISSIONS CONNEXES AU CONTROLE TECHNIQUE

En complément des missions de contrôle technique, le prestataire devra réaliser les missions connexes suivantes :

- Consuel
- VIE : Vérification initiale des installations électriques
- Attestation RT 2012 ou RE 2020

2.6 MODALITES MINIMALES D'INTERVENTION

En complément des missions décrites au paragraphe précédent, le contrôleur technique devra à minima réaliser les prestations suivantes :

Gestion de l'accord-cadre

Le contrôleur technique devra mettre en œuvre tous moyens organisationnels permettant d'assurer un suivi, un reporting et un échange régulier avec la Direction de projet du maître d'ouvrage.

Phase concours

- Avis sur les 3 projets de niveau Esquisse + sur l'ensemble des missions confiées et sur la base d'une trame vierge réalisée par le maître d'ouvrage
- Présence à 2 réunions de commission technique

Phase conception générique

- Rapport de contrôle technique sur la base des dossiers des phases mise au point ESQ et APS – délai de transmission 2 semaines au plus à partir de la réception des dossiers ESQ et APS.

- Participations aux réunions de mise au point technique phases ESQ et APS (1 réunion)

Phase conception spécifique

- Rapport de contrôle technique sur la base du dossier de phase APD – délai de transmission 2 semaines au plus à partir de la réception du dossier APD.
- Participations aux réunions de mise au point technique phases APD, PRO (2 réunions)
- Avis sur les notices de sécurité et d'accessibilité au stade PC compris participation à 1 réunion de mise au point – délai de transmission 1 semaine au plus à partir de la réception du dossier de permis de construire.
- Rapport initial de contrôle technique sur la base du dossier PRO – délai de transmission 2 semaines au plus à partir de la réception du dossier PRO.
- Mise à jour du rapport initial de contrôle technique après compléments de la maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'analyse du dossier DCE – délai de transmission 1 semaine au plus à partir de la réception du dossier de conception.

Phase AMT (consultation travaux)

- Avis sur variantes facultatives en phase AMT

Phase réalisation des travaux

- 1 visite de chantier à minima bimensuelle comprenant une présence obligatoire à 1 réunion de chantier par mois, transmission du compte-rendu de visite au plus tard 2 jours après la visite.
- Délai de validation des documents d'exécution : 2 semaines au plus à partir de la réception du document.
- Utilisation de la plateforme informatique collaborative de chantier (« boîte à plans ») pour l'ensemble des correspondances entre les parties prenantes du projet y compris celles du contrôleur technique. Les avis du contrôleur technique devront également être saisis sur un module spécifique de la plateforme informatique collaborative dédié aux suivi des visas.
- Transmission d'une synthèse mensuelle d'avis non levés, 3 jours avant la réunion mensuelle de maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre.
- Participation à la réunion mensuelle de maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre.
- Organiser la production des rapports finaux de contrôle technique en anticipant largement les visites finales par des pré-visites et la diffusion de listes d'ouvrages critiques non conformes ou dont les avis sont suspendus ou défavorables.
- Présence aux réunions de commission de sécurité.

Phase année de garantie de parfait achèvement

- Présence à 2 réunions dans l'année de garantie de parfait achèvement.

3. LOT 2 : COORDINATION SPS

3.1 REFERENTIELS

La mission sera réalisée en conformité avec :

- Les articles R.4532-1 à R.4532-76 du code du travail.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI).

3.2 PERIODE D'INTERVENTION DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS intervient depuis la conception jusqu'à la validation du DIUO.

Les interventions du coordonnateur SPS s'achèvent après la fin des travaux et l'acceptation du DIUO.

3.3 INTERVENANT POUR LA MISSION DE COORDINATION SPS

Dès la notification du bon de commande, la société titulaire du marché désigne le coordonnateur SPS ainsi que son suppléant. La maîtrise d'ouvrage devra être informée en cas de changement d'intervenant en cours de mission.

3.4 MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

La mission concerne une coordination SPS de niveau 2.

La réalisation de la mission sera conforme aux exigences mentionnées dans le code du travail.

Elle comporte principalement 4 missions :

- La définition claire des rôles et responsabilités de chaque intervenant lors de la conception et de la réalisation de l'ouvrage,
- La coordination et la planification des interventions simultanées ou successives afin de prévenir les risques liés à la coactivité,
- La mise en commun des moyens de prévention,
- L'intégration dans la conception des ouvrages, des dispositions destinées à faciliter et sécuriser les interventions ultérieures sur ceux-ci.

Le présent lot comprend également une mission connexe : contrôle de la présence sur chantier (cartes BTP).

3.5 MODALITES MINIMALES D'INTERVENTION

En complément des missions décrites au paragraphe précédent, le coordonnateur SPS devra à minima réaliser les prestations suivantes :

Gestion de l'accord-cadre

Le coordonnateur SPS devra mettre en œuvre tous moyens organisationnels permettant d'assurer un suivi, un reporting et un échange régulier avec la Direction de projet du maître d'ouvrage.

Phase concours

- Avis sur les 3 projets de niveau Esquisse sur la partie intervention ultérieure sur l'ouvrage et sur la base d'une trame vierge réalisée par le maître d'ouvrage
- Présence à 2 réunions de commission technique

Phase conception générique

- Ouverture du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) dès la phase mise au point de l'Esquisse. Ce dossier sera mis à jour en phase APS– délai de transmission 2 semaines au plus à partir de la réception du dossier de conception.
- Participation aux réunions des phases conception Mise au point de l'esquisse et APS– 1 réunion par phase.

Phase conception spécifique

- Mise à jour du DIUO à chaque phase de conception – délai de transmission 2 semaines au plus à partir de la réception du dossier de conception.

- Rédaction du PGC dès la phase APD. Ce dossier sera mis à jour à chaque phase de conception – délai de transmission 2 semaines au plus à partir de la réception du dossier de conception.
- Participation aux réunions des phases conception APD et PRO – 1 réunion par phase.
- Réalisation et envoi de la déclaration préalable après avis de la maîtrise d'ouvrage lors des phases PC et ACT.

Phase AMT (appel d'offre travaux)

- Avis sur variantes facultatives en phase AMT

Phase Réalisation des travaux

- 1 visite de chantier à minima hebdomadaire comprenant une présence obligatoire à 2 réunions de chantier hebdomadaire par mois, transmission du compte-rendu de visite au plus tard 2 jours après la visite
- Délai de validation des documents et de réalisation des inspections communes : 1 semaine au plus à partir de la réception du document ou de la demande d'inspection commune.
- Utilisation de la plateforme informatique collaborative de chantier (« boîte à plans ») pour l'ensemble des correspondances entre les parties prenantes du projet y compris celles du contrôleur technique.
- Transmission d'une synthèse mensuelle sur l'action du SPS (validation PPSPS, réalisation des inspections communes, ...) faisant apparaître les écarts du mois par lot, 3 jours avant la réunion maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre.
- Participation à la réunion mensuelle de maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre.
- Transmission du DIUO provisoire 2 semaines avant la réception des travaux et du DIUO finalisé le jour de la réception des travaux.